

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Marché de prestations intellectuelles

PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE

**pour une opération de réhabilitation énergétique et de rénovation intérieure d'un
bâtiment existant (ex Centre Commun d'Usinage) pour créer une halle collaborative
de recherche sur le campus « Lahure » à Douai**

MARCHE N° 25EMD038M

SOMMAIRE

CHAPITRE I - OBJET DU MARCHE. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Maitrise d'ouvrage.....	5
1.2 Objet du marché	6
1.3 Intervenants.....	6
1.4 Principe contradictoire.....	7
1.5 Obligations générales des parties	7
1.6 Ordres de service à destination de la maitrise d 'œuvre	7

CHAPITRE 2 – CONTENU DE LA MISSION

2.1 Type de la mission.....	8
2.2 Eléments de la mission.....	8
2.3 Durée du marché	9
2.4 Liste des pièces contractuelles.....	9
2.5 Nantissement.	10

CHAPITRE 3 – EXECUTION FINANCIERE

3.1 Rémunération du maitre d'œuvre.	10
3.2 Modalités de fixation du forfait de rémunération	10
3.3 Dispositions diverse	10
3.4 Mois d'établissement du prix du marché	11
3.5 Forme du prix.....	11
3.6 Avances.	12
3.7 Demande de paiement finale.....	12
3.8 Acomptes.	12
3.9 Primes.	16
3.10 Facturation.....	16
3.11 Intérêts moratoires.	17

CHAPITRE 4 – SOUS TRAITANCE-COTRAITANCE

4.1 Sous-traitance	17
4.2 Modalités en cas de groupement et/ou en cas de sous-traitance.....	17

CHAPITRE 5 – EXECUTION ADMINISTRATIVE

5.1 Délai d'exécution et planning	20
5.2 Prestations supplémentaires ou modificatives	20
5.3 Pénalités.....	20

CHAPITRE 6 – OBLIGATIONS GENERALES

6.1 Obligations de confidentialité	21
6.2 Propriété intellectuelle	21
6.3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	21
6.4 Réparation de dommages	21
6.5 Opérations de vérifications des livrables de la MOE.....	22
6.6 Mesures coercitives	24
6.7 Assurances.	24
6.8 Sécurité.	24

CHAPITRE 7 - LITIGE

7.1 Résiliation.....	25
7.2 Décompte de résiliation.....	25
7.3 Dérogations au CCAG MOE	26

CHAPITRE 1 – OBJET DU MARCHÉ

1.1 Maitrise d'ouvrage

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant du pouvoir adjudicateur :

Nom : IMT Nord Europe

Adresse : siège social : rue Guglielmo Marconi – 59 553 Villeneuve d'Ascq

Le surveillant des travaux : Laurent Boistel

Adresse : IMT NORD EUROPE – siège social : rue Guglielmo Marconi – 59 553 Villeneuve d'Ascq

Tél. 03 27 71 25 11 - Fax : 03 27 71 18 43 - Courriel : laurent.boistel@imt-nord-europe.fr

La personne habilitée à signer le marché est monsieur Grégory Brassart-secrétaire général d'IMT NORD EUROPE

La personne habilitée à signer le marché est chargée de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés et de les signer.

Il appartient au maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 2 et suivants de la loi n° 85- 704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée :

- De définir le programme de l'opération envisagée et l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante, en précisant sa décomposition et notamment la partie de l'enveloppe affectée aux travaux ;
- De fixer les objectifs de développement durable, s'ils ne font pas partie du programme ;
- D'indiquer le délai prévisionnel de réalisation de l'opération ;
- D'indiquer le mode de dévolution prévisionnel des marchés de travaux.
- Il fournit en outre, en tant que de besoin, avant le début des études :
 - Les règles d'urbanisme applicables à l'opération et toute autre information juridique nécessaire ;
 - Les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci ;
 - Les données techniques déjà connues, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
 - Les contraintes climatiques, sismiques et les plans d'exposition aux risques naturels, etc.

En cas de pièces manquantes, il appartient au titulaire de les réclamer.

Il donne au titulaire tous les moyens d'accès au site ou aux ouvrages existants.

Conformément à l'article 3.3. du CCAG MOE, dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'œuvre, pour les besoins

de l'exécution du marché.

Représentation du titulaire : Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Législation applicable :

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre.

Nonobstant le caractère privé du marché, lié à la nature, celui-ci se réfère au Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre avec les dérogations adaptées à la nature définitive du marché.

1.2 Objet du marché

- La présente consultation a pour objet l'attribution d'un marché public de maîtrise d'œuvre portant sur l'amélioration énergétique (objectif de passer de l'indice E ancienne échelle DPE à l'indice B ou C nouvelle échelle) et le réaménagement simple des espaces intérieurs du bâtiment « Halle collaborative de recherche » (anciennement Centre commun d'usinage) situé au 764 boulevard Lahure - 59500 DOUAI.

Le bâtiment concerné, d'une surface de locaux d'environ 800 m² sur 1 niveau (RdC), se situe sur le centre de recherche d'IMT Nord Europe, sis 764 boulevard Lahure à Douai (59500). Le centre de recherche dispose de plus de 20 000 m² de laboratoires, sur les parcelles BS 262 et 263 :

Le candidat retenu doit disposer des compétences en architecture générale, en études thermiques, en climatisation, ventilation et chauffage, en fluides et en économie de la construction. Le contenu détaillé de la mission de maîtrise d'œuvre est défini dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le candidat retenu peut présenter une équipe pluridisciplinaire de maîtrise d'œuvre composée de spécialistes capables, ensemble, de maîtriser la totalité des compétences décrites supra.

Les missions du candidat retenu se dérouleront depuis les études de conception, l'obtention du permis de construire ou la réception de l'arrêté relatif à la déclaration préalable de travaux, le suivi de chantier jusqu'à la garantie de parfait achèvement (GPA).

Lieu de l'ouvrage : bâtiment CCU (centre commun d'Usinage) – 764 boulevard Lahure-59500 Douai

Le projet de rénovation a vocation à répondre aux exigences d'un ERP de TYPE R ET de 5ème catégorie en termes de fréquentation et d'obligations réglementaires.

1.3 Intervenants

Titulaire de marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "le maître d'œuvre", sont précisées à l'article 2 de l'acte d'engagement.
Représentation de la MOE + législation applicable

Missions de coordination

Contrôle technique :

Pour l'exécution du présent marché public, le représentant du pouvoir adjudicateur est assisté d'un contrôleur technique agréé. Le contrôleur technique est en cours de désignation. Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage. Cela comprend toute correction et action à mener sur le projet pour lever les observations. Le cas échéant, les dépenses liées aux études qui en découlent seront recouvrées auprès du titulaire comme en matière de contribution directe.

Coordonnateur, en matière de sécurité et de santé des travailleurs pour les phases études et travaux :

L'ouvrage sera conçu et réalisé dans le souci constant d'intégrer la sécurité et la santé des travailleurs tant en phase travaux qu'en phase exploitation. Pour l'exécution du présent marché public, le représentant du pouvoir adjudicateur est assisté d'un coordonnateur SPS qui est en cours de désignation. Cette mission recouvre les phases de conception et de réalisation du projet.

Conformément aux articles du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le titulaire du présent marché travaillera en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le pouvoir adjudicateur.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au représentant du pouvoir adjudicateur.

1.4 Principe du contradictoire

Conformément à l'article 3.7 du CCAG MOE, les bons de commande sont notifiés par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre. Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un bon de commande ou d'un ordre de service qui lui est notifié appellent les observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande ou de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

1.5 Obligations générales des parties

Le présent article reprend les obligations énoncées à l'article 3 du CCAG MOE concernant la forme des notifications et informations, les modalités de computation des délais d'exécution des prestations, la représentation du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

1.6 Ordres de service à destination de la maîtrise d'œuvre

Les différentes phases correspondant aux éléments de la mission, définies à l'article 2.2, commenceront à compter de la notification des ordres de service.

En complément des dispositions de l'article 3.8 du CCAG MOE, les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre en accuse réception datée. Les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à une juste rémunération dans les conditions de l'article 14. En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations.

1) Ordres de service nécessaires à la conduite de l'opération

OS de suivi de l'exécution du marché :

- OS de début de période de préparation (approvisionnements)
- OS de début d'exécution des travaux
- OS de notification du planning

OS de modification du marché initial

- OS de prolongation du délai d'exécution
- OS de suspension du délai d'exécution
- OS de prestation supplémentaire
- OS de prestation modificative

a) Formalisation des OS

Les ordres de service sont préparés par la maîtrise d'œuvre. Le maître d'œuvre prépare une fiche navette justificative de l'ordre de service de modification du marché initial.

Les fiches navette, les OS et les avenants sont à communiquer aux services suivants :

- Direction des affaires financières : carole.dupilet@imt-nord-europe.fr 03/27/71/25/12
- Direction des moyens généraux : guillaume.petitpre@imt-nord-europe.fr 03/27/71/20/13

b) Notification des OS

Concernant les OS de suivi de l'exécution du marché :

La maîtrise d'œuvre initie les OS, les signe et les notifie aux titulaires des lots de travaux. Le MOE communique une copie des OS à la MOA.

2) Concernant les OS de modification du marché initial :

OS de prolongation ou de suspension du délai d'exécution :

La maîtrise d'œuvre initie les OS en lien avec les titulaires des lots de travaux afin de déterminer la durée de la prolongation ou la suspension des délais d'exécution. Au terme de la suspension, le Maître d'œuvre initie l'OS de reprise des travaux.

La maîtrise d'œuvre propose à la maîtrise d'ouvrage ces ordres de service, accompagnés de la fiche navette explicative, afin de recueillir son visa. La maîtrise d'œuvre notifie les OS visés par la maîtrise d'ouvrage aux titulaires des lots de travaux.

OS de prestations supplémentaires ou modificatives :

La maîtrise d'œuvre initie les OS en lien avec les titulaires des lots de travaux afin de déterminer la valorisation financière des OS.

La maîtrise d'œuvre propose à la maîtrise d'ouvrage ces ordres de service, accompagnés de la fiche navette explicative, afin de recueillir son visa. La maîtrise d'œuvre notifie les OS visés par la maîtrise d'ouvrage aux titulaires des lots de travaux.

La maîtrise d'ouvrage formalise avec les titulaires des lots un avenant récapitulatif des OS de prestations supplémentaires ou modificatives.

CHAPITRE 2 – CONTENU DE LA MISSION

2.1 Type de la mission

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'œuvre une mission de base relative à :

☐ la construction neuve de bâtiment

☒ la réhabilitation de bâtiment

ainsi que les éléments de mission complémentaires repris à l'article 1.5 ci-dessous.

2.2 Éléments de mission

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'œuvre les éléments de mission suivants :

TRANCHE FERME-	ABREVIATION
Diagnostic/Esquisse	DIAG/ESQ
Études d'avant- projet sommaire	APS

Études d'avant-projet définitif, études de projet	APD/PRO
Assistance pour la passation des contrats de travaux	ACT
Éléments supplémentaires	
Élaboration du dossier de Permis de construire (conforme aux obligations ERP 5 ^{ème} catégorie du bâtiment et aux éventuelles exigences liées à l'urbanisme local) Mise en informatique sous logiciel DWG des existants (plans, coupes, façades)	

TRANCHE OPTIONNELLE-	ABREVIATION
Examen de la conformité au projet des études d'exécution et leur visa (VISA)	VISA
Assistance à la direction des travaux	DET
Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement	AOR
Ordonnancement, Pilotage, Coordination	OPC

Le contenu de ces éléments de mission est défini notamment dans le code de la commande publique.
La tranche optionnelle sera notifiée par un ordre de service.

2.3 Durée du marché

La durée du marché est de 48 mois à compter de la date de notification du marché.

Les délais d'exécution des prestations sont compris dans la durée de validité du marché, hors garantie de parfait achèvement.

2.4 Listes des Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG maîtrise d'œuvre, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- ATTRI1 – Acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le programme de l'opération incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses annexes éventuelles
- Planning par phase
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de maîtrise d'œuvre (CCAG MOE)
- Le mémoire technique, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point
- L'annexe financière
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

2.5 Nantissement - Cession de créance - Pièces à délivrer au titulaire

Il sera fait application de l'article 4.2.1 du CCAG-MOE. Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-MOE, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ne sera délivré qu'à la demande expresse du titulaire.

CHAPITRE 3 – EXECUTION FINANCIÈRE

3.1 Rémunération du maître d'œuvre

La rémunération du maître d'œuvre est forfaitaire et provisoire.

Le forfait de rémunération du maître d'œuvre s'entend comme l'unique rémunération des missions qui lui sont confiées. Ce forfait est réputé prendre en compte toutes les missions comprises pour la bonne réalisation de l'ouvrage.

La rémunération du maître d'œuvre est calculée sous la forme d'un pourcentage appliqué au montant hors taxe des travaux, fixé dans l'acte d'engagement.

3.2 Modalités de fixation du forfait de rémunération

La tranche optionnelle sera affermie par un ordre de service.

Le forfait définitif de rémunération sera notifié au titulaire par avenant au stade de l'ACT -dès notification des travaux aux titulaires.

Cet avenant détaillera les montants définitifs des tranches ferme et optionnelle.

3.3 Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

La part du forfait revenant au mandataire du groupement comprend toutes les dépenses de coordination de ses cotraitants ainsi qu'une marge pour pallier d'éventuelles défaillances des cotraitants et les conséquences de ses défaillances.

3.4 Forme du prix

Les prix des phases VISA, DET, AOR, OPC sont révisables selon les modalités suivantes :

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo .
Mo correspond au mois de remises offres de la consultation du marché de travaux et sera précisé à la notification de l'avenant qui fixera la rémunération définitive de la maîtrise d'œuvre.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m}{I_o}$$

Dans laquelle :

I_o est la valeur prise par l'index national des études d'ingénierie et d'architecture I(ING) publié ou à publier au mois Mo d'établissement des prix du marché défini à l'article 3.4 ci-dessus.

I_m est la valeur prise par l'index national des études d'ingénierie et d'architecture I publié ou à publier au mois m : ce mois est déterminé comme suit : Nota : Pour info, il est possible de prendre en considération le dernier index connu et publié lors du calcul de la révision pour éviter des calculs provisoires.

Les prix des autres phases et éléments de mission ne sont pas révisables.

- Coefficient de révision :

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le représentant du maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue (valeur du dernier coefficient publié de la révision).

Le représentant du maître d'ouvrage procède au calcul définitif :

- en fin de marché au plus tard ou à la fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Si les prestations ci-dessus ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, la révision du prix ne se poursuit pas au-delà du délai contractuel fixé à l'acte d'engagement.

3.5 Avances

Aucune avance n'est versée au maître d'œuvre.

3.6 Demande de paiement finale :

Le maître d'œuvre transmet sa demande de paiement finale au maître d'ouvrage après l'achèvement du marché de maîtrise d'œuvre c'est à dire à la date de fin de l'année de parfait achèvement.

3.7 Acomptes

Conformément à l'article 11.2 du CCAG MOE, le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels. Le montant de chaque acompte est déterminé par le maître d'ouvrage, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le maître d'œuvre. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Projets de décomptes périodiques et décomptes périodiques

Le maître d'œuvre doit faire parvenir au maître d'ouvrage, via Chorus Pro, son projet de décompte périodique. Ce projet de décompte est établi sur la base de l'état périodique fait par le maître d'œuvre qui regroupe les prestations effectuées depuis le début d'exécution du marché. L'état périodique est joint avec le projet de décompte périodique adressé au maître d'ouvrage.

Sur la base du projet de décompte le maître d'ouvrage établit le décompte périodique en incluant les pénalités éventuelles.

Règlement des acomptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 11 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Les acomptes sont versés dans les conditions définies aux articles L. 2191-1, L. 2191-4, R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage calcule le montant de l'acompte périodique dû au maître d'œuvre.

L'acompte périodique fait ressortir le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent, l'incidence de la TVA et l'incidence de la variation des prix.

Cet acompte est adressé au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit joindre au projet de décompte périodique adressé au maître de l'ouvrage une demande de paiement.

3.7.1 Pour l'établissement du document d'études suivant : Avant-Projet Sommaire (APS)

Les prestations incluses dans les éléments de mission ci-dessus seront réglées de la manière suivante :

- 80 % après réception par le représentant du maître d'ouvrage de l'élément délivré par le maître d'œuvre.
- 20 % après acceptation de l'élément par le représentant du maître d'ouvrage

3.7.2 Pour l'établissement du document d'études suivants : Avant-Projet Définitif (APD) / Projet (PRO)

Les prestations incluses dans les éléments de mission ci-dessus seront réglées de la manière suivante :

- 80 % après réception par le représentant du maître d'ouvrage de l'élément délivré par le maître d'œuvre.
- 20 % après acceptation de l'élément par le représentant du maître d'ouvrage

3.7.3 Pour l'exécution des prestations de l'élément : Assistance à la passation des contrats (ACT)

Les prestations incluses dans l'élément de mission ACT seront réglées de la manière suivante :

- 100 % après mise au point du ou des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage des offres des entreprises.

En cas d'appel d'offres infructueux concernant les marchés de travaux, l'élément ACT sera réglé à hauteur de 75 % maximum sous réserve de l'application de pénalités de retard

3.7.4 Établissement du permis de construire ou de la DP

- 50% AU dépôt du PC et /ou DP
- 50% à la réception de l'autorisation

3.7.5 Pour l'exécution du Visa des études d'exécution (VISA)

Les prestations incluses dans l'élément de mission VISA seront réglées de la manière suivante :

- 10 % sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises et qui seront présentés au visa du maître d'œuvre ; le document est à remettre par le maître d'œuvre au représentant du maître d'ouvrage à l'issue de la période de préparation du ou des marchés de travaux.
- 70 % où il sera considéré que le 1/Nième de la mission sera réalisée chaque mois sous réserve du

constat effectif par le représentant du maître d'ouvrage du visa des documents d'exécution. Le Nième de la mission sera le délai global d'exécution des travaux. Il sera déterminé par l'ordre de service de démarrage des travaux.

- 20 % à la fin du chantier, sur production du document visé ci-dessus, complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre accompagné des justificatifs nécessaires.

3.7.6 Pour l'exécution l'assistance à la direction des travaux (VISA)

a/ Direction des travaux (DET)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET seront réglées de la manière suivante :

- 80 % où il sera considéré que le 1/Nième de la mission sera réalisée chaque mois. Le Nième de la mission sera le délai global d'exécution des travaux.

- 20 % à la date de l'accusé de réception, par le représentant du maître d'ouvrage, du décompte général du dernier marché de travaux (comprenant le décompte final) et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises.

b/ Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR)

Les prestations incluses dans l'élément de mission AOR seront réglées de la manière suivante :

- 20 % à la date d'accusé de réception par le représentant du maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions de réception du Maître d'œuvre pour tous les marchés de travaux.

- 40 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE).

- 20 % à l'achèvement des dernières levées de réserves.

- 20 % à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit C.C.A.G.

3.7.7 Mission OPC-Ordonnancement -Pilotage -Coordination

Les prestations incluses dans l'élément de mission OPC seront réglées de la manière suivante :

- 80 % où il sera considéré que le 1/Nième de la mission sera réalisée chaque mois. Le Nième de la mission sera le délai global d'exécution des travaux.

- 20 % à la date de l'accusé de réception, par le représentant du maître d'ouvrage, du décompte général du dernier marché de travaux (comprenant le décompte final) et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises.

3.8.8 Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments ESQ/APS et APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel définitif des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé si nécessaire à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments ESQ/APS et APD.

3.8.9 Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 12, le maître d'œuvre adresse au représentant du maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Ce projet de décompte final est à présenter par le maître d'œuvre dans un délai de trente jours à compter de l'achèvement de sa mission telle que définie à l'article 12 ci-après ou trente jours à compter de la publication du dernier index nécessaire au calcul de la variation de prix.

En cas de pluralité de décomptes généraux définitifs de travaux ou de marchés de travaux, les délais sont comptés à partir de la date correspondant au dernier décompte général définitif du dernier marché de travaux.

3.8.10 Décompte final

Le décompte final établi par le représentant du maître d'ouvrage comprend :

- a) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 9.7 du présent C.C.A.P. ;
- c) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre, en application du présent marché ;
- d) la rémunération en prix de base, hors T.V.A., due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste "a" diminué des postes "b" et "c" ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

3.8.11 Décompte général – Etat du solde

Le représentant du maître d'ouvrage établit le décompte général qui correspond au montant des sommes dues au titre de l'exécution du marché et comprend :

- a) le décompte final ci-dessus ;
- b) la récapitulation du montant des acomptes arrêtées par le représentant du maître d'ouvrage ;
- c) le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;

- d) l'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) l'incidence de la T.V.A. ;
- f) l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes "c", "d" et "e";
- g) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le représentant du maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre, dans un délai maximum de quarante-cinq jours, à compter de la remise par le maître d'œuvre du projet de décompte final, le décompte général et l'état du solde.

Le Maître d'œuvre doit retourner le décompte général revêtu de sa signature avec ou sans réserve dans le délai prévu, soit quarante-cinq jours. Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas renvoyé ce décompte général dans ce délai, il est réputé être accepté par lui et devient définitif.

Si le décompte général est signé avec réserve par le Maître d'œuvre, le différend est réglé selon les stipulations de l'article 37 du CCAG Prestations Intellectuelles ; le mémoire produit à ce titre doit être motivé et chiffré. Si les réserves sont partielles le Maître d'œuvre est lié par son acceptation des éléments du décompte sur lesquels les réserves ne portent pas.

3.8.12 Décompte général et définitif du marché

Le décompte général et définitif du marché établi par le maître d'œuvre et signé par le représentant du maître d'ouvrage, est :

- soit le décompte général revêtu de la signature du représentant du maître de l'ouvrage puis, après notification, de celle sans réserve du maître d'œuvre,
- soit le décompte général revêtu de la signature du représentant du maître d'ouvrage, augmenté du montant de l'éventuelle indemnité accordée au maître d'œuvre à la suite d'un litige et accepté sans réserve par celui-ci,
- soit le décompte général revêtu de la signature du représentant du maître de l'ouvrage notifié au titulaire, et, resté sans réponse pendant un délai de 45 jours.

3.8.13 Délais de règlement

Le délai maximum dont dispose le représentant du maître d'ouvrage pour procéder au paiement de l'avance prévue à l'article 6.1 ci-dessus est de trente (30) jours, à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- notification du marché,
- notification de l'acte qui emporte commencement du marché si un tel acte est prévu (ordre de service de démarrage),
- date de fourniture de la garantie.

Les délais dont dispose le représentant du maître d'ouvrage pour procéder au paiement des acomptes est

de trente (30) jours à compter de la réception de la demande d'acompte du maître d'œuvre par le représentant du maître d'ouvrage.

Les délais dont dispose le représentant du maître d'ouvrage pour procéder au paiement du solde est de trente (30) jours à compter de la réception par le représentant du maître de l'ouvrage du décompte général retourné par le maître d'œuvre revêtu de sa signature.

3.8.13 Primes

Le présent CCAP se conforme à l'article 17 du CCAG MOE.

3.9 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP.

Depuis le 1er janvier 2020, tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition. Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposée par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

3.10 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

CHAPITRE 4 – SOUS TRAITANCE - COTRAITANCE

4.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, en cours d'exécution du marché, devra être remise en main propre contre récépissé ou être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette demande devra obligatoirement préciser :

- la nature des prestations sous-traitées;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Elle sera en outre accompagnée d'une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1er du titre IV du livre 1er Dispositions générales de la deuxième partie du code de la commande publique.

Le titulaire du marché devra établir qu'il n'a consenti aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant du marché de nature à faire obstacle au paiement direct du sous-traitant : il apportera cette preuve, soit par la production du certificat de cessibilité du marché qui lui aura été délivré, soit par la production d'une attestation ou d'une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances lorsque les dispositions chapitre 1er du titre IX de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent au contrat.

Si le montant des prestations sous-traitées lui semble anormalement bas, le pouvoir adjudicateur sollicitera la transmission des précisions et justifications nécessaires. Si les éléments fournis ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le caractère bas du montant sous-traité, la demande de sous-traitance sera rejetée.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire. Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige l'établissement d'un nouvel acte de sous-traitance, la modification du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.

Le pouvoir adjudicateur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le pouvoir adjudicateur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

A cette fin, le sous-traitant adressera ses demandes de paiement :

- au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou les dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- ainsi qu'au pouvoir adjudicateur, ou s'il en a été désigné un, au maître d'œuvre de l'opération.

Cette demande de paiement comportera, outre copie des factures adressées au titulaire du marché, copie du récépissé ou de l'accusé de réception attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la signature du récépissé ou de l'accusé de réception pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant, ainsi qu'au pouvoir adjudicateur ou, s'il en a été désigné un, au maître d'œuvre de l'opération.

S'il est établi, par la transmission au pouvoir adjudicateur de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur adressera sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant à l'appui de sa demande de paiement.

En cas d'accord du titulaire sur le montant de la demande de paiement formulée par le sous-traitant, ou en cas de silence gardé par le titulaire au terme du délai de 15 jours à compter de la date de signature du récépissé ou de l'accusé de réception, ou en cas de silence gardé au terme d'un délai de 15 jours à compter de l'envoi au titulaire de la demande de paiement du sous-traitant, lorsque le titulaire refuse le pli ou ne le réclame pas, le pouvoir adjudicateur procédera au règlement de la facture du sous-traitant.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG maîtrise d'œuvre :

Le maître d'œuvre, qui envisage de sous-traiter une partie du marché, à l'exception des tâches essentielles identifiées dans les documents particuliers du marché, demande au maître d'ouvrage d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le maître d'œuvre fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le maître d'œuvre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles au maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure du faire par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre encourt une pénalité égale à 50euros. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

4.2. Modalités en cas de groupement et/ou en cas de sous-traitance

Conformément à l'article 3.5 du CCAG MOE, le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

- En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.
- En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

Dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux. A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire. Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

5.1. Délai d'exécution et planning

Les délais d'exécution sont réalisés conformément à l'article 15 du CCAG MOE et au planning proposé par le titulaire.

Ces documents sont rendus contractuels à la notification du marché.

5.2. Prestations supplémentaires ou modificatives

Conformément à l'article 14 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage peut prescrire au maître d'œuvre, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le maître d'œuvre ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, l'ordre de service fixe provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage pour leur rémunération après consultation du maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut émettre d'ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives que dans la mesure où le montant cumulé des ordres de service qui n'ont pas donné lieu à la signature d'un avenant est inférieur à 10% du montant hors taxes du marché. Au-delà de ce seuil, le maître d'œuvre peut refuser d'exécuter le ou les ordres de services tant qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un avenant.

5.3. Pénalités

Le présent CCAP se conforme à l'article 20 du CCAG MOE. A ajouter à la suite du CCAP MOE de l'IMT

Pénalité n°1

Raison de la pénalité : Absence aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre

Montant de la pénalité : 150 € HT par réunion

La pénalité pourra être appliquée sur simple constat du maître d'ouvrage.

Pénalité n°2

Raison de la pénalité : Absence à une convocation dans le cadre de la GPA.

Montant de la pénalité : 500€ HT par convocation par mail ou lettre simple délai une semaine

La pénalité pourra être appliquée sur simple constat du maître d'ouvrage

Pénalité n°3

Raison de la pénalité : Non transmission des comptes rendus de chantier.

Montant de la pénalité : 100 € HT par compte-rendu non diffusé.

La pénalité pourra être appliquée sur simple constat du maître d'ouvrage

Pénalité n°4

Raison de la pénalité : Manquement aux obligations légales ou contractuelles relatives à la protection des données personnelles.

Montant de la pénalité : 500€ par manquement constaté et le marché peut être résilié pour faute.

La pénalité pourra être appliquée sur simple constat du maître d'ouvrage. Pénalité n°5

Raison de la pénalité : Manquement aux obligations environnementales.

Montant de la pénalité : En application de l'article 18.2.3 du CCAG-MOE, 500€ par manquement constaté, après mise en demeure restée infructueuse.

Pénalité n°6

Raison de la pénalité : Retard dans la vérification des projets de décompte et du décompte final.

Montant de la pénalité :

-100€ par jour calendaire de retard pour les projets de décompte mensuels

Si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entrepreneurs, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal applicable

-200€ par jour calendaire de retard pour les projets de décompte final

La pénalité pourra être appliquée sur simple constat du maître d'ouvrage.

Pénalité n°7

Raison de la pénalité : Retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs.

Montant de la pénalité : 200 € HT par jour calendaire de retard.

La pénalité pourra être appliquée sur simple constat du maître d'ouvrage.

Pénalité n°8

Raison de la pénalité : Retard d'exécution des missions.

Montant de la pénalité : 100 euros par jour de retard de livraison du rendu complet de la mission.

La pénalité pourra être appliquée sur simple constat du maître d'ouvrage.

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG maîtrise d'oeuvre, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande est celui qui résulte des prévisions du marché ou de l'accord-cadre, c'est-à-dire du marché ou de l'accord-cadre initial éventuellement modifié. Il est évalué à partir des prix initiaux hors taxes du marché ou de l'accord-cadre.

Les pénalités de retard visées dans le CCAP s'appliquent sans mise en demeure, sur simple constat du maître d'ouvrage.

CHAPITRE 6-OBLIGATIONS GENERALES

6.1. Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG MOE, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

6.2. Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 24.1 du CCAG MOE, le titulaire cède, à titre exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du maître d'œuvre. Cette cession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et vaut pour le monde entier.

Cette cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations.

Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats.

Le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché deviennent du fait du marché, titulaires des droits afférents aux résultats, dont la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Les résultats dont les droits attachés à la propriété des résultats : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par l'architecte, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

6.3. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le présent CCAP se conforme à l'article 6 du CCAG MOE.

6.4. Réparation des dommages

Conformément à l'article 8 du CCAG MOE, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage par le maître d'œuvre, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'œuvre.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

6.5. Opérations de vérification des livrables de la MOE

Dans les 2 mois après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

En complément des dispositions de l'article 20.2 du CCAG maîtrise d'œuvre, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, le maître d'ouvrage dispose de délais différenciés selon les éléments de mission de la prestation de maîtrise d'œuvre.

Ces délais sont les suivants :

- DIAG : 1 semaine
- ESQ : 2 semaines
- APS : 2 semaines
- APD : 2 semaines
- PRO : 3 semaines
- DOE : 4 semaines

Admission en l'état ou avec observations, ajournement, réfaction et rejet :

En complément des dispositions de l'article 21 du CCAG maîtrise d'œuvre ,

A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prend, dans le délai prévu à l'article 20.2, une décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. La décision d'admission avec observations peut consister à la formulation d'observations à prendre en compte pour la réalisation des éléments de mission suivants.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai précité, les prestations sont considérées comme non admises, avec effet à compter de l'expiration du délai. La décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre vaut en tout état de cause admission tacite de l'élément de mission précédent.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Admission en l'état ou avec observations :

En complément des dispositions de l'article 21.1 du CCAG maîtrise d'œuvre,

Le maître d'ouvrage prononce l'admission des prestations en l'état ou avec observations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au maître d'œuvre de la décision d'admission en l'état ou d'admission avec observations.

En cas d'admission tacite, la date d'effet est l'expiration du délai mentionné à l'article 20.2.

Ajournement :

En complément des dispositions de l'article 21.2 du CCAG maîtrise d'œuvre,

Le maître d'ouvrage, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le maître d'œuvre à présenter à nouveau au maître d'ouvrage, les prestations mises au point, dans un délai de trente jours.

Le maître d'œuvre doit faire connaître son acceptation dans un délai de quinze jours à compter de la

notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du maître d'œuvre ou de silence gardé par lui durant ce délai, le maître d'ouvrage a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du maître d'œuvre ou à partir de l'expiration du délai de quinze jours ci-dessus mentionné.

Si le maître d'œuvre présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le maître d'ouvrage dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le maître d'œuvre.

Réfaction :

En complément des dispositions de l'article 21.3 du CCAG maîtrise d'oeuvre,

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au maître d'œuvre une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le maître d'œuvre dispose de trente jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de trente jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du maître d'œuvre et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

En complément des dispositions de l'article 21.4 du CCAG maîtrise d'oeuvre,

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché, telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il prononce une décision motivée de rejet des prestations concernées qui est notifiée au maître d'œuvre. La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le maître d'œuvre ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Le maître d'œuvre dispose de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour présenter ses observations par écrit ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 35. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de rejet du maître d'ouvrage. Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de trente jours pour confirmer sa décision de rejet motivée notifiée au maître d'œuvre ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du maître d'œuvre.

En cas de rejet des prestations, le maître d'œuvre est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Si les nouvelles prestations présentées par le maître d'œuvre sont à nouveau rejetées par le maître d'ouvrage, le contrat est résilié pour faute du maître d'œuvre dans les conditions prévues à l'article 30.

6.6. Mesures coercitives

Exécution des prestations aux frais et risques du maître d'oeuvre :

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG maîtrise d'oeuvre,

IMT NORD EUROPE peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché dans les conditions de l'article 1222 du code civil.

6.7. Assurances

Le présent CCAP se conforme à l'article 9 du CCAG MOE.

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Il doit également contracter une assurance couvrant sa responsabilité décennale.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur.

6.8. Sécurité

Conformément à l'article 5 du CCAG MOE, le maître d'œuvre doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières sont indiquées par le maître d'ouvrage dans les documents particuliers du marché. Le maître d'œuvre est tenu de les respecter.

Le maître d'œuvre ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies

- les informations ne lui ont été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre ;
- il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

CHAPITRE 7- LITIGE

7.1. Résiliation

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 25 à 34 inclus du CCAG-MOE avec les précisions suivantes concernant la résiliation aux torts du titulaire, qui sont rappelées ci-dessous et conformes aux articles 30 et 34 du CCAG MOE.

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché pour faute du titulaire :

- Si le titulaire contrevient à ses obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou la préservation du voisinage.
- Si le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels du présent marché.
- Le titulaire n'a pas produit les documents obligatoires prévus par le présent CCAP.
- L'utilisation des résultats par le maître d'ouvrage est gravement compromise à la suite des retards pris par le titulaire dans l'exécution du présent marché.
- Le titulaire a manqué à son devoir de communication auprès du maître de l'ouvrage relatif à des modifications du présent marché susceptibles de compromettre sa bonne exécution.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations sont réglées sans abattement.

Une mise en demeure préalable sera adressée au titulaire du présent marché. En cas d'absence de réponse de la part du titulaire, le maître de l'ouvrage peut résilier unilatéralement le présent marché aux frais et risques du titulaire.

7.2. Décompte de résiliation

Le présent CCAP se conforme à l'article 32 du CCAG MOE.

Article 38. Règlement des différends et litige

Règlement des différends entre les parties

Tout différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en

réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

En cas de survenance de circonstances imprévisibles ou lorsque les mesures prises pour faire face à ces circonstances rendent temporairement impossible la poursuite de l'exécution du marché, les conditions dans lesquelles les parties doivent se rapprocher pour convenir des dispositions à prendre durant la suspension totale ou partielle du marché, pour la reprise des prestations et pour s'accorder sur les modalités de répartition des surcoûts liés aux circonstances imprévisibles.

La clause de réexamen est applicable lorsque des circonstances imprévisibles affectent significativement les conditions d'exécution du marché sans pour autant faire obstacle à la poursuite des prestations, afin que les parties examinent les conséquences, notamment financières de ces circonstances.

Tribunal compétent en cas de litige :

Tribunal administratif de Lille - 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039-59014 Lille Cedex

Téléphone : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

7.3. Dérogations au CCAG MOE

Il est dérogé à l'article 3.6.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre. Le présent CCAP prévoit que le maître d'œuvre demande au maître d'ouvrage d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement. En cas de non-communication du contrat de sous-traitance par le maître d'œuvre, la pénalité encourue est de 50 euros par jour de retard.

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre en ce sens que l'ordre de priorité des pièces contractuelles du marché est singulier au présent marché.

Il est dérogé à l'article 10.1.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre en ce sens que les révisions sont appliquées sur les

missions de la tranche optionnelle et que le mois M0 correspond au mois de la remise des offres de travaux.

Il est dérogé à l'article 16.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre en ce sens que les pénalités prévues au présent CCAP sont singulières au présent marché.

Il est dérogé à l'article 24.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre en ce sens que le titulaire cède à titre exclusif au maître d'ouvrage et aux tiers désignés les droits d'utilisations sur les résultats.